

Le babillage insouciant de Joe Biden pourrait nous faire tous tuer

vendredi 1er avril 2022

Encore un bon article publié par JACOBIN

Le babillage insouciant de Joe Biden pourrait nous faire tous tuer

PAR BRANKO MARCETIC

Lorsqu'il s'est présenté à la présidence, Joe Biden a été vendu comme l'adulte dans la salle qui choisirait ses mots avec soin. Mais ces derniers jours seulement, il a appelé à un changement de régime en Russie et a semblé révéler accidentellement que les États-Unis entraînaient des troupes ukrainiennes en Pologne.

L'une des principales critiques de Donald Trump était que, compte tenu de sa diarrhée verbale et du fait qu'il n'était pas un politicien professionnel, ses lèvres lâches et son style libre et sans filtre étaient dangereux lorsqu'il s'agissait du bureau le plus puissant du monde. . Après tout, la diplomatie est, comme la romance, un jeu de signaux et d'indices — un malentendu ne vous laissera pas seulement avec un sentiment d'embarras et de regret, mais aussi potentiellement des attentats à la bombe et des meurtres de masse.

Pendant les années Trump, un flot incessant d'articles se plaignait de sa tendance à « briser les normes » à dire des choses qu'il n'était pas censé dire, de la révélation du numéro de téléphone personnel d'un allié politique à la révélation en série de secrets gouvernementaux, jusqu'au lobbying, railleries et menaces de cour d'école contre un dictateur doté d'armes nucléaires avec lequel il se disputait. La promesse de Joe Biden était que, même s'il ne faisait rien contre les conditions qui ont conduit à l'ascension de Trump, nous aurions au moins un adulte expérimenté, mature et prudent en charge.

Cela ne correspondait pas vraiment à ce que quiconque savait de l'histoire de Biden, mais c'est ce qui a été vendu. Le passage de Trump à Biden serait « jour et nuit, noir et blanc », a assuré au public un diplomate chevronné. « Il y aura un contrôle des messages et de la discipline. »

Pourtant, plus d'un mois après le début du conflit militaire instable impliquant l'une des principales puissances nucléaires mondiales, le président a fait tout sauf cela. À présent, tout le monde connaît la ligne apparemment improvisée de Biden la semaine dernière en Pologne, lorsque, après quelques attaques contre le président russe Vladimir Poutine à propos de son invasion de l'Ukraine le mois dernier, il a déclaré que « cet homme ne peut pas rester au pouvoir ». C'était, comme l'appelait Fred Kaplan de *Slate*, « la gaffe entendue dans le monde entier », vertement critiquée même par des organes de presse généralement amicaux, certains républicains, des experts et des alliés européens, forçant l'administration à limiter les dégâts.

Ce n'est pas sans raison que, même au plus fort de la guerre froide, aucun président américain n'a jamais ouvertement insisté sur un changement de régime en Union soviétique. À eux deux, la Russie et les États-Unis disposent de plus d'ogives nucléaires qu'il n'en faut pour tuer tout ce qui existe sur la planète, et même un échange nucléaire initialement « limité » pourrait entraîner un massacre mondial. Suggérer que le gouvernement américain tente d'écarter l'autocrate de plus en plus imprévisible qui dirige le pays n'est pas vraiment de nature à éviter cette issue ni à favoriser le succès des délicates négociations de cessez-le-feu qui se déroulent actuellement entre Moscou et Kiev.

Cela seul serait déjà assez grave. Mais ce n'est que le pire d'une série de dérapages verbaux alarmants que Biden a commis depuis le début de la crise à la fin de l'année dernière. En janvier, Biden a déclenché une consternation générale similaire lorsqu'il a semblé indiquer ouvertement qu'une « incursion mineure » de Poutine en Ukraine ne serait pas punie de la même manière qu'une invasion à grande échelle, ce que les alliés ont critiqué comme une invitation à la guerre.

Biden a fait preuve du même genre de négligence depuis que Poutine a effectivement lancé une invasion, alors qu'un langage prudent et diplomatique est devenu plus vital que jamais. Rien que lors de son dernier voyage en Europe, Biden a déclaré que si Poutine utilisait des armes chimiques, l'OTAN répondrait « en nature » — une phrase qui, lue littéralement, signifie que l'OTAN frapperait la Russie avec ses propres armes chimiques — et a qualifié Poutine de « pur voyou », de « dictateur meurtrier » et de « boucher ». Plus tôt, le président avait déclaré lors d'un échange informel avec un journaliste que Poutine était un « criminel de guerre ».

Poutine est peut-être toutes ces choses et plus encore. Mais il y a une grande différence entre un écrivain, un présentateur de télévision ou même un fonctionnaire de rang inférieur qui utilise ce genre de termes et le dirigeant d'un pays engagé dans une relation d'opposition et désormais indirectement impliqué dans une guerre avec la personne décrite. Il suffit de penser à la réticence des présidents américains, depuis des décennies, à qualifier le massacre des Arméniens par la Turquie, vieux de plus d'un siècle, de génocide, par crainte de la réaction que cela pourrait susciter chez un allié.

Ces « gaffes », elles aussi, ont conduit la Maison-Blanche à se démener pour clarifier et minimiser les propos du président (bien que, dans ce dernier cas, la Maison-Blanche ait ensuite semblé changer d'attitude, l'administration accusant bientôt officiellement Moscou de crimes de guerre). Comme l'a dit l'ancien ministre grec des Finances Yanis Varoufakis, « un président américain qui, pendant une guerre atroce, ne pense pas ce qu'il dit sur les questions de guerre et de paix, et doit être corrigé par son personnel hyperventilant, est un danger clair et présent pour tous. »

Le plus récent dérapage était particulièrement digne de Trump. S'adressant à la quatre-vingt-deuxième division aéroportée de l'armée américaine en Pologne la semaine dernière au sujet de la résistance ukrainienne, M. Biden leur a dit qu'ils allaient « voir quand vous serez là-bas, vous allez voir — des femmes, des jeunes gens debout... à l'avant d'un foutu char disant “Je ne pars pas” ».

Une fois de plus, les membres du personnel de la Maison-Blanche, qui doivent maintenant être au bord de la crise de nerfs, ont été contraints de préciser rapidement que l'administration ne prévoyait pas d'envoyer des troupes américaines en Ukraine. Interrogé sur ce faux pas ce lundi, M. Biden a expliqué qu'il avait « parlé d'aider à former les troupes ukrainiennes qui se trouvent en Pologne », révélant ainsi un programme de formation américain jusqu'alors inconnu dans ce pays de l'OTAN, ce qui indiquerait une implication américaine dans cette guerre plus importante que prévu. (Un responsable de la Maison-Blanche a rapidement expliqué que Biden parlait simplement des « soldats ukrainiens en Pologne qui interagissent régulièrement avec les troupes américaines »).

Incroyablement, certains ont même essayé de défendre tout cela. Les responsables de l'administration n'ont cessé d'expliquer les dérapages de Biden comme étant motivés par une réaction soi-disant émotionnelle à la rencontre de réfugiés et à l'observation directe des conséquences de la guerre de Poutine. (Biden est vraisemblablement mystérieusement inconscient des horreurs qu'il facilite directement en Afghanistan ou de la brutalité de la guerre au Yémen qu'il soutient toujours).

Jennifer Rubin, qui a un jour suggéré que Trump pourrait être tenu légalement responsable des résultats de sa minimisation verbale de COVID-19, a reproché aux conseillers de Biden de le « contredire » et de le « minorer ». Le champion d'échecs Garry Kasparov a déclaré qu'une « bonne façon de faire en sorte que [Poutine soit chassé du pouvoir] soit de dire exactement cela », et a qualifié le retour en arrière de « pathétique ». L'ancien secrétaire à la défense de Clinton, William Cohen, a déclaré à CNN que Biden avait « exactement raison » et qu'il « parlait avec son cœur ».

Il n'y a rien de révolutionnaire à dire, mais c'est un nouvel exemple du curieux phénomène selon lequel les

normes auxquelles tous les présidents américains devraient être soumis sont appliquées à Trump mais pas aux autres présidents ou responsables américains. Plus important encore, c'est un rappel de la dangerosité de cette guerre et du fil du rasoir sur lequel le monde vacille depuis le début.

Le manque de discipline verbale de Biden a conduit l'équipe de la Maison-Blanche à le tenir, autant que possible, à l'écart de la vie publique et à le faire passer du temps dans sa maison du Delaware tout au long de sa première année de présidence. En attendant que cette guerre soit terminée, ils devraient peut-être répéter l'expérience.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Branko Marcetic est un rédacteur de Jacobin et l'auteur de *Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden*. Il vit à Chicago, dans l'Illinois.